ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 10 décembre 1980, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "n° 1 du ... modifiant la loi du 16 mars 1865 instituant la Caisse générale d'épargne et de retraite", a donné le 12 décembre 1980 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e december 1980 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr 1 van ... tot wijziging van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas", heeft de 12e december 1980 het volgend advies gegeven

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes.

+

OBSERVATION GENERALE.

Le projet d'arrêté royal porte le numéro 1 et est accompagné de deux autres projets d'arrêtés royaux qui portent les numéros 2 et 3.

Cette numérotation semble indiquer que, dans l'esprit de leurs auteurs, les arrêtés royaux contiendront des dispositions qui, sans être équivalentes aux dispositions législatives, ne pourront plus être à l'avenir modifiées que par une loi.

Certes, en vertu de l'article 93 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, le Roi peut, jusqu'au 31 décembre 1980, arrêter des dispositions qui auront pour objet de modifier la loi.

Il en résulte qu'après la date indiquée, le Roi ne pourra plus apporter de modification à de nombreuses dispositions du projet parce qu'elles impliquent déjà une modification de la loi, à savoir les dispositions des arrêtés qui apportent des changements aux dispositions organiques relatives à la Caisse générale d'épargne et de retraite et les dispositions d'ordre fiscal relatives aux activités et opérations de ladite caisse.

.../...

En revanche, même après le 31 décembre 1980, le Roi conservera le pouvoir de modifier certaines dispositions des arrêtés en projet : celles qui n'impliquent aucune modification de la loi et ressortissent ainsi à l'exercice de Son pouvoir réglementaire.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article ler du projet.

Les modifications au chapitre ler de la loi du 16 mars 1865 n'étant pas trop nombreuses, il est souhaitable de les citer.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"Le chapitre Ier de la loi du 16 mars 1865, instituant la Caisse générale d'épargne et de retraite, modifié par la loi du 29 juillet 1923, l'arrêté royal du 14 octobre 1937, l'arrêté royal n° 68 du 30 novembre 1939, la loi du 22 juillet 1952, l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, l'arrêté royal n° 44 du 24 octobre 1967 et la loi du 30 juin 1975 est, à l'exception de l'article 18bis, remplacé par les dispositions suivantes :".

Article 2 inséré.

Par son sens usuel, le terme d' "entité" s'adapte mal à l'emploi qui en est fait dans l'article 2 en projet.

.../...

Il serait préférable d'utiliser le terme de "section" ou celui de "département" qui répondraient mieux aux intentions exprimées dans l'ensemble du projet.

Il serait également préférable d'écrire dans le texte français :

"La Caisse générale comprend deux (sections ou départements) ...".

Au 2°, il convient d'écrire dans le texte français :

"l'ensemble constitué par les Caisses de retraite, d'assurances et des rentes-accidents du travail ...".

Les mêmes observations valent pour toutes les dispositions du projet qui portent les mêmes expressions.

Article 4 inséré.

L'alinéa 1er serait plus clairement rédigé comme suit :

"La Caisse générale exerce ses activités directement en recourant à l'intervention :

1° d'organismes publics lorsque ceux-ci y sont habilités en vertu de la loi ou de leurs statuts;

2° de personnes, institutions ou entreprises privées, dans les limites fixées par la loi".

Suivant l'alinéa 2 :

"La Caisse générale rembourse aux organismes publics le prix de revient de leur intervention".

A défaut d'indiquer qu'il s'agit là d'un minimum, ce texte n'est pas en concordance exacte avec le commentaire qui en est donné dans le rapport au Roi :

"Afin d'assurer l'égalité concurrentielle par rapport au secteur privé, l'intervention d'organismes publics au bénéfice de la Caisse générale doit se faire à des conditions qui leur assurent à tout le moins le remboursement du prix de revient de leur concours".

Article 5 inséré.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"La Caisse générale peut exercer les activités connexes et accessoires, ainsi qu'accomplir les actes conservatoires qui se rattachent aux missions qui lui sont dévolues par la loi ou en vertu de celle-ci. Elle peut, en outre, avec l'autorisation du Ministre des Finances, exercer, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes autres activités qui sont de nature à faciliter la réalisation de ces missions".

Article 6 inséré.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 6.-

Les deux sections ou départements visés à l'article 2 ont une gestion et des caisses distinctes.

La Caisse d'épargne, la Caisse de retraite, la Caisse d'assurances et la Caisse des rentes-accidents du travail tiennent des comptabilités et établissent des comptes annuels distincts. Ceux-ci comportent des fonds de réserve propres.

Des comptes annuels consolidés sont établis pour l'ensemble de la Caisse générale.

Le présent article ne porte pas préjudice aux autres règles particulières applicables aux caisses en vertu de la présente loi ou d'autres lois régissant leurs activités".

Article 7 inséré.

L'alinéa 1er serait plus simplement rédigé comme suit, l'affectation ne pouvant s'entendre que par rapport aux différentes caisses :

"La Caisse générale peut recevoir des dons et legs moyennant l'autorisation du Roi qui détermine leur affectation dans le respect des dispositions particulières de volonté".

Suivant l'alinéa 3, la Caisse générale "n'est pas soumise aux règles relatives aux marchés publics de

.../...

travaux, de fournitures et de services".

Cette exception, suivant le rapport au Roi, est nécessaire "en vue de permettre à la Caisse générale d'agir, spécialement pour son département bancaire, sur le même pied et avec les mêmes procédés que les banques privées".

Il s'agit donc, au sens de l'article 92 de la loi du 8 août 1980, d'une disposition utile en vue de permettre à la Caisse d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite de mener l'ensemble des activités bancaires que vise cette disposition.

Pour autant que de besoin, on rapprochera la mesure, quant à son utilité, de l'article 2, § 5, alinéa 2, de la loi du 2 avril 1962 constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement agréées, modifié par la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique.

+

Section II. - Administration.

Cette section est divisée en paragraphes. Un tel mode de division n'est pas usuel, les paragraphes étant généralement réservés aux subdivisions des articles. Il serait préférable de diviser la section II en sous-sections.

+

Article 8 inséré.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

La Caisse d'épargne et l'ensemble constitué par les Caisses de retraite, d'assurances et des rentes-accidents du travail sont gérés, sous le haut contrôle du conseil général, par un conseil d'administration et un comité de direction propres à chacune de ces deux (sections ou départements) de la Caisse générale".

Article 9 inséré.

Les membres du conseil général sont nommés par arrêté royal. Il ne s'indique dès lors pas de prévoir, à l'alinéa ler, 4°, qu'une partie des membres sont présentés par le Gouvernement, alors que c'est le Roi qui possède le pouvoir de nomination, qu'Il exerce sous le contreseing des Ministres, de sorte que le pouvoir qui nomme se ferait une présentation à lui-même.

L'intention communiquée au Conseil d'Etat est de faire participer le Conseil des Ministres à une partie des nominations qui seront ensuite faites sous le contreseing du seul Ministre des Finances. Cette intention pourrait être exprimée dans la formule suivante :

" ...

.../...

4° de ... membres nommés après délibération du Conseil des Ministres;".

Dans un souci de symétrie, on pourrait rédiger le 5° comme suit :

"5° de ... membres nommés après délibération des Exécutifs régionaux;".

Article 11 inséré.

D'un point de vue purement grammatical, le dernier alinéa du texte français devrait être rédigé comme suit :

"Il donne au Ministre des Finances son avis sur les règles applicables à la Caisse d'épargne en vue d'assurer la liquidité, la solvabilité et la rentabilité de celle-ci".

Article 12 inséré.

A l'alinéa 4, il serait préférable d'écrire :

"Les membres du conseil d'administration qui ne sont pas membres du comité de direction sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi".

La même observation vaut pour l'article 23 inséré.

.../...

Article 13 inséré.

I. La mention de la qualité de député permanent fait double emploi avec celle de membre des conseils provinciaux puisque le député permanent figure nécessairement parmi les membres du conseil provincial.

Si, comme il y a lieu de le croire, ce sont les fonctions de bourgmestre, d'échevin ou de président d'un centre public d'aide sociale qui sont toutes trois incompatibles avec la qualité de membre du conseil d'administration lorsque ces fonctions sont exercées dans une commune de plus de 30.000 habitants, il conviendrait d'écrire, pour lever toute ambiguïté :

" ... ou, dans une commune de plus de 30.000 habitants, de bourgmestre, d'échevin ou de président d'un Centre public d'aide sociale;".

.../...

II. Au 2°, les ajectifs "autres" qui, d'ailleurs, prêtent à confusion, sont superflus et doivent être omis.

La même observation vaut pour le 3°.

Article 15 inséré.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 15.-

Le conseil d'administration détermine la politique générale de la Caisse d'épargne et contrôle la gestion du comité de direction. Celui-ci fait régulièrement rapport au conseil. Ce dernier ou son président peut à tout moment demander au comité de direction un rapport spécial sur les affaires de la Caisse d'épargne ou sur certaines d'entre elles.

Le conseil adopte, sur proposition du comité de direction,le programme financier de l'exercice ainsi que les comptes annuels de la Caisse d'épargne. Il soumet ce programme et ces comptes à l'approbation du conseil général.

Le conseil donne au Ministre des Finances son avis sur les règlements prévus à l'article 33.

Le conseil a le droit d'obtenir du comité de direction tous renseignements et documents utiles et de procéder à toutes vérifications nécessaires".

.../...

Article 16 inséré.

A l'alinéa 1er, les mots : "chaque fois que l'intérêt de la Caisse d'épargne l'exige" sont superflus et devraient être omis.

+

La suppléance du président et la condition de désignation qui s'y rattache sont abordées de manière incidente dans l'article.

Etant donné l'importance que peut revêtir cette suppléance, il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il n'y aurait pas lieu :

a) d'en insérer les règles à l'article 12, alinéa 5;

b) de prévoir parmi ces règles le mode de désignation de l'administrateur qui sera chargé d'assurer la suppléance du président;

c) d'ajouter à la condition de désignation prévue, la deuxième condition qui est appliquée au président, à savoir de ne pas être membre du conseil d'administration visé à l'article 23.

La première phrase de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit :

"Sauf en cas d'urgence motivée et actée au procès-verbal de la réunion, le conseil ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente".

.../...

Suivant le rapport au Roi, "le Conseil d'administration pourra prendre tout règlement d'ordre intérieur" dans les matières visées par cet article. Cette précision, qui n'est d'ailleurs pas reproduite dans le texte, ne suffit pas à combler la lacune de ce texte en ce qui concerne la suppléance du président.

Article 17 inséré.

Les dispositions de l'article 26 n'étant nullement en contradiction avec l'alinéa 3, les mots : "sans préjudice à l'article 26" sont superflus et doivent être omis.

A l'alinéa 5, il serait préférable d'écrire :

"... sont nommés, en ces qualités, par le Roi ..." et "Ils peuvent être révoqués par le Roi" au lieu de " ... sont nommés, en ces qualités, par arrêté royal ..." et "Ils sont révocables par arrêté royal ...".

La même observation vaut pour l'article 24.

Article 19 inséré.

La rédaction suivante est proposée pour cette disposition :

.../...

"Article 19.-

Les membres du comité de direction exercent leurs pouvoirs en collège.

Le comité de direction peut :

a) répartir entre ses membres les tâches de gestion;

b) déléguer certains de ses pouvoirs à l'un de ses membres ou à des fonctionnaires ou agents;

c) autoriser la subdélégation de certains des pouvoirs ainsi délégués.

Cette répartition, ces délégations ou ces subdélégations sont sans effet sur la responsabilité collégiale du comité de direction".

Article 21 inséré.

A l'alinéa 1er, l'adjectif "effective" semble constituer un élément de confusion plutôt que d'utilité. Il est suggéré de le supprimer.

Article 22 inséré.

Dans l'alinéa 1er du texte français, le pronom démonstratif "celui-ci" gagnerait à être remplacé par les mots "le comité".

La même observation vaut pour l'alinéa 2.

.../...

Article 26 inséré.

En portant que les conseils d'administration et les comité de direction "peuvent" gérer en commun le personnel, les bâtiments, les équipements et, en général, l'infrastructure commune, l'alinéa 1er semble évoquer l'hypothèse où il n'y aurait pas un minimum d'éléments communs devant être nécessairement gérés en commun. Il ne ressort pas du rapport au Roi que cette hypothèse doive être retenue.

Il est dès lors proposé d'écrire de manière plus conforme au rapport au Roi :

"... gèrent en commun, dans la mesure qu'ils déterminent, le personnel, les bâtiments, les équipements, et, en général, l'infrastructure commune".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 3 :

"L'article 15, alinéas 1, 2 et 4, et les articles 16, 19, 21 et 22 sont applicables à la gestion commune".

Article 27 inséré.

A l'alinéa 2, la loi du 9 juillet 1975, citée pour la première fois, devrait l'être avec son intitulé.

La fin de l'alinéa 2 devrait donc être rédigée comme suit :

.../...

"... à l'article 38, alinéas 3, 5 et 6, et aux articles 39 et 40 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance".

A l'alinéa 3, il serait plus exact d'écrire :

"En plus des missions prévues par les dispositions visées aux alinéas 1er et 2, les reviseurs ...".

A l'alinéa 4, l'adverbe "respectivement" est superflu et doit être omis.

Article 28 inséré.

A l'alinéa 1er, l'expression "aux intérêts de l'Etat" est inhabituelle. Les textes qui organisent semblable pouvoir font mention de l'intérêt général, comme le fait d'ailleurs le rapport au Roi qui souligne à bon droit que cette notion couvre les aspects tant régionaux que nationaux de la politique du crédit.

La même observation vaut pour l'article 29.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "sur proposition du Ministre des Finances".

Article 29 inséré.

Pour être complet, le texte devrait préciser que "le Commissaire du Gouvernement a le droit de prendre connaissance de toutes les décisions du conseil général, des conseils d'administration ...".

.../...

Les délais établis par les alinéas 3 et 4 sont l'un "de 4 jours francs" et l'autre de "huitaine".

Un délai de "quatre jours francs" correspond à un délai ordinaire de cinq jours, mais si le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'échéance n'est pas reportée au plus prochain jour ouvrable.

Au contraire, le délai "de huitaine" prévu à l'alinéa 4 se calcule conformément aux articles 52 et 53 du Code judiciaire.

Etablir dans un même article deux modes différents de computation des délais est une complication et une source de confusion inutiles.

Article 30 inséré.

A l'alinéa 3, il est incorrect d'écrire que "les charges découlant du présent article sont imputées aux gestions auxquelles elles se rapportent ou réparties entre elles selon le cas".

Il serait préférable d'écrire :

"Les charges résultant de l'application du présent article sont supportées, selon le cas, par les caisses auxquelles elles se rapportent ou réparties entre ces dernières".

.../...

Article 2 du projet.

L'article 31bis maintenu dans la loi du 16 mars 1865 pourrait sans inconvénient être numéroté 32 car le projet d'arrêté royal remplace 38 articles de cette loi par 36 nouveaux articles. Il reste donc deux articles en blanc.

Article 3 du projet.

Les modifications au chapitre II de la loi du 16 mars 1865 n'étant pas trop nombreuses, il est souhaitable de les citer.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"Le chapitre II de la loi du 16 mars 1865, instituant la Caisse générale d'épargne et de retraite, modifié par la loi du 10 février 1900, la loi du 29 juillet 1923, l'arrêté-loi du 30 janvier 1947, la loi du 30 avril 1958, l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, la loi du 9 juin 1972, la loi du 30 juin 1972, et par la loi du 14 juillet 1976, est remplacé par les dispositions suivantes :".

Article 33 inséré.

L'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 étant cité pour la première fois devrait l'être avec son intitulé :

"(arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935) sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs".

.../...

A l'alinéa 2, il serait préférable de remplacer le mot "apparentées" par "similaires".

Article 7 du projet.

A l'alinéa 2, il faut lire : "... par les articles ler, 3 et 5 du présent arrêté ...".

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich tot de volgende opmerkingen beperken.

+

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp-koninklijk besluit draagt het nummer 1 en gaat vergezeld van twee andere ontwerp-koninklijke besluiten genummerd 2 en 3.

Die nummering lijkt erop te wijzen dat de koninklijke besluiten volgens de stellers ervan bepalingen zullen bevatten die wel niet met wetsbepalingen gelijk staan maar in de toekomst toch niet dan door een wet zullen kunnen worden gewijzigd.

Krachtens artikel 93 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 kan de Koning weliswaar tot 31 december 1980 bepalingen vaststellen die strekken tot wijziging van de wet.

Dat brengt mee dat de Koning, na de vermelde datum geen wijziging meer zal mogen aanbrengen in tal van bepalingen van het ontwerp, daar deze reeds een wijziging van de wet impliceren; dat zijn namelijk de bepalingen van de besluiten die verandering brengen in de organieke bepalingen betreffende de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de bepalingen van fiscale aard die betrekking hebben op de werkzaamheden en verrichtingen van die kas.

Daarentegen zal de Koning, zelfs na 31 december 1980, bevoegd blijven om sommige bepalingen van de ontworpen besluiten te wijzigen : namelijk die welke geen wijziging van de wet impliceren en als zodanig tot de uitoefening van zijn verordeningsbevoegdheid behoren.

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1 van het ontwerp.

De wijzigingen welke hoofdstuk I van de wet van 16 maart 1865 heeft ondergaan, zijn niet zo talrijk. Het verdient daarom aanbeveling ze te vermelden.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de inleidende volzin :

"Hoofdstuk I van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1923, het koninklijk besluit van 14 oktober 1937, het koninklijk besluit nr 68 van 30 november 1939, de wet van 22 juli 1952, het koninklijk besluit nr 20 van 23 mei 1967, het koninklijk besluit nr 44 van 24 oktober 1967 en de wet van 30 juni 1975 wordt, met uitzondering van artikel 18bis, door de volgende bepalingen vervangen :".

Ingevoegd artikel 2.

De term "entiteit" is, gelet op zijn gewone betekenis, weinig geschikt voor het gebruik dat ervan gemaakt is in het ontworpen artikel 2.

Het zou aanbeveling verdienen te werken met de term "afdeling" of met de term "departement", die beter beantwoorden aan de bedoelingen welke uit het ontwerp in zijn geheel naar voren treden.

.../...

In de Franse tekst zou ook beter worden geschreven :

"La Caisse générale comprend deux (sections ou départements) ...".

In de Franse tekst onder 2° leze men :

"l'ensemble constitué par les Caisses de retraite, d'assurances et des rentes-accidents du travail ...".

Die opmerkingen gelden mede voor alle bepalingen van het ontwerp waarin die wendingen voorkomen.

Ingevoegd artikel 4.

Het eerste lid zou duidelijker zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"De Algemene Kas oefent haar activiteiten rechtstreeks uit of met een beroep op de tussenkomst :

1° van openbare instellingen wanneer deze daartoe gemachtigd zijn krachtens de wet of hun statuten;

2° van private personen, instellingen of ondernemingen, binnen de grenzen door de wet bepaald".

Het tweede lid luidt :

"De Algemene Kas betaalt aan de openbare instellingen de kostprijs van hun tussenkomst terug".

.../...

Die tekst zegt niet dat het hier om een minimum gaat en is dan ook niet geheel in overeenstemming met de commentaar die in het verslag aan de Koning wordt verstrekt :

> "Om gelijke concurrentievoorwaarden tegenover de privé-sector te waarborgen moet de tussenkomst van openbare instellingen ten gunste van de Algemene Kas gebeuren tegen voorwaarden die tenminste de terugbetaling van de kostprijs van hun bemiddeling dekt".

Ingevoegd artikel 5.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Algemene Kas mag de verwante en bijkomende activiteiten uitoefenen en de bewarende handelingen verrichten die verband houden met de haar door of krachtens de wet toegewezen opdrachten. Zij kan bovendien, met machtiging van de Minister van Financiën, voor eigen rekening of voor rekening van derden alle andere activiteiten uitoefenen die het vervullen van die opdrachten kunnen bevorderen".

Ingevoegd artikel 6.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 6.-

Beide in artikel 2 bedoelde (afdelingen of departementen) hebben een apart beheer en een aparte kas.

De Spaarkas, de Lijfrentekas, de Verzekeringskas en de Rentekas voor arbeidsongevallen voeren een aparte boekhouding en stellen aparte jaarrekeningen op. Deze omvatten eigen reservefondsen.

.../...

Voor het geheel van de Algemene Kas wordt een geconsolideerde jaarrekening opgesteld.

Dit artikel doet geen afbreuk aan de andere bijzondere regels die op de kassen toepasselijk zijn krachtens deze wet of andere wetten die hun activiteiten beheersen".

Ingevoegd artikel 7.

Het eerste lid kan eenvoudiger als volgt worden gelezen want de aldaar bedoelde aanwending kan alleen ten aanzien van de onderscheiden kassen worden verstaan :

"De Algemene Kas kan schenkingen en legaten ontvangen met toestemming van de Koning, die de aanwending ervan bepaalt met inachtneming van de bijzondere wilsbeschikkingen".

Volgens het derde lid is de Algemene Kas "niet onderworpen aan de regels inzake openbare overeenkomsten van werken, leveringen en diensten".

Volgens het verslag aan de Koning is die uitzondering noodzakelijk "om de Algemene Spaar- en Lijfrentekas in de mogelijkheid te stellen, meer in het bijzonder voor haar bankafdeling, op voet van gelijkheid en met dezelfde methodes als de privé-banken te handelen".

Het gaat dus om een "nuttige" bepaling in de zin van artikel 92 van de wet van 8 augustus 1980, een bepaling die de Spaarkas van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas in staat moet stellen alle in die bepaling bedoelde bankactiviteiten uit te oefenen.

.../...

Voor zover als nodig is, vergelijke men die maatregel, wat zijn nut betreft, met artikel 2, § 5, tweede lid, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een nationale investeringsmaatschappij en van erkende gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1976 houdende organisatie van het economische overheidsinitiatief.

+

Afdeling II. - Beheer.

Deze afdeling is in paragrafen ingedeeld. Een zodanige indeling is niet gebruikelijk; met paragrafen pleegt immers alleen te worden gewerkt voor de onderverdeling van artikelen. Het verdient aanbeveling afdeling II in onderafdelingen te verdelen.

+

Ingevoegd artikel 8.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

De Spaarkas en het geheel gevormd door de Lijfrentekassen, Verzekeringskassen en Rentekassen voor arbeidsongevallen worden, onder het hoog toezicht van de algemene raad, beheerd door een raad van beheer en een directiecomité voor elk van beide (afdelingen of departementen) van de Algemene Kas".

.../...

Ingevoegd artikel 9.

De leden van de algemene raad worden bij koninklijk besluit benoemd. Het gaat dan ook niet op in het eerste lid, 4°, te bepalen dat een deel van de leden worden voorgedragen door de Regering, terwijl de benoemingsmacht berust bij de Koning, die ze uitoefent met medeondertekening van de Ministers; het zou erop neerkomen dat de benoemende overheid aan zichzelf voordrachten zou doen.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is het de bedoeling dat de Ministerraad wordt betrokken bij een aantal benoemingen die vervolgens kunnen worden gedaan met medeondertekening van de Minister van Financiën alleen. Die bedoeling kan als volgt worden verwoord :

"...

4° ... leden benoemd na beraadslaging van de Ministerraad;".

Terwille van de symmetrie zou de tekst onder 5° als volgt kunnen worden geredigeerd :

"5° ... leden benoemd na beraadslaging van de Gewestexecutieven;".

Ingevoegd artikel 11.

Het laatste lid van de Franse tekst zou uit een zuiver grammaticaal oogpunt beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Il donne au Ministre des Finances son avis sur les règles applicables à la Caisse d'épargne en vue d'assurer la liquidité, la solvabilité et la rentabilité de celle-ci".

Ingevoegd artikel 12.

In het vierde lid kan beter worden gelezen :

"De leden van de raad van beheer die geen lid zijn van het directiecomité worden benoemd en kunnen worden afgezet door de Koning".

Dezelfde opmerking geldt voor het ingevoegde artikel 23.

Ingevoegd artikel 13.

I. De vermelding "lid van een bestendige deputatie" vormt een doublure met de vermelding "leden van de provincieraden"; wie lid is van de bestendige deputatie is immers uiteraard lid van de provincieraad.

Als het zo is, zoals mag worden aangenomen, dat het ambt van burgemeester, het ambt van schepen of het ambt van voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn alle drie onverenigbaar zijn met de hoedanigheid van lid van de raad van beheer wanneer die ambten worden uitgeoefend in een gemeente met meer dan 30.000 inwoners, schrijve men, om iedere dubbelzinnigheid te ondervangen :

"... of, in een gemeente met meer dan 30.000 inwoners, van burgemeester, schepen of voorzitter van een centrum voor maatschappelijk welzijn;".

.../...

II. In de tekst onder 2° moet het tweemaal voorkomende adjectief "andere", dat verwarrend kan werken, als overbodig vervallen.

Ook in de tekst onder 3° moet dat adjectief vervallen.

Ingevoegd artikel 15.

Deze bepaling zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 15;_

De raad van beheer bepaalt het algemeen beleid van de Spaarkas en ziet toe op het beheer van het directiecomité. Dat comité brengt geregeld verslag uit bij de raad. De raad of zijn voorzitter kan het directiecomité te allen tijde verzoeken om een bijzonder verslag over de zaken van de Spaarkas of over sommige daarvan.

Op voorstel van het directiecomité keurt de raad het financieel programma van het boekjaar en de jaarrekeningen van de Spaarkas goed. Hij legt dat programma en die rekeningen ter goedkeuring aan de algemene raad voor.

De raad geeft aan de Minister van Financiën advies over de in artikel 33 bedoelde reglementen.

De raad heeft het recht om van het directiecomité alle nuttige inlichtingen en documenten te verkrijgen en om alle nodige controles uit te voeren".

.../...

Ingevoegd artikel 16.

In het eerste lid zouden de woorden "telkens als het belang van de Spaarkas zulks vereist" als overbodig moeten vervallen.

+

De vervanging van de voorzitter bij diens ontstentenis en de daaraan verbonden aanwijzigingsvoorwaarde komen in dit artikel slechts terloops aan de orde.

Gelet op het belang dat die vervanging kan hebben, behoort de Regering uit te maken of er geen aanleiding is om :

a) de desbetreffende regels in te voegen in artikel 12, vijfde lid;

b) daarin onder andere te voorzien in de wijze van aanstelling van de beheerder die zal worden gelast de voorzitter te vervangen;

c) aan de bedoelde aanwijzigingsvoorwaarde de tweede, op de voorzitter toepasselijke voorwaarde toe te voegen, namelijk geen lid te zijn van de in artikel 23 bedoelde raad van beheer.

De eerste volzin van het tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Behoudens met redenen omklede en in de notulen van de vergadering vermelde spoed, kan de raad slechts op geldige wijze beraadslagen en beslissen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is".

.../...

Volgens het verslag aan de Koning zal "de raad van beheer zijn huishoudelijk reglement kunnen uitvaardigen" in de in dit artikel bedoelde aangelegenheden. Met deze verduidelijking, die overigens niet in de tekst is opgenomen, kan niet worden volstaan om te voorzien in de leemte welke die tekst vertoont in verband met de vervanging van de voorzitter.

Ingevoegd artikel 17.

De bepalingen van artikel 26 zijn in genen dele strijdig met het derde lid. De woorden "onverminderd artikel 26" moeten derhalve als overbodig vervallen.

In het vijfde lid leze men liever :

"... worden in deze hoedanigheid door de Koning benoemd uit een dubbeltal" en "... zij kunnen door de Koning... worden afgezet" in plaats van "worden in deze hoedanigheid bij koninklijk besluit benoemd uit een dubbele lijst..." en "Zij kunnen bij koninklijk besluit ... worden afgezet".

Ook in het vierde lid schrijve men "uit een dubbeltal" in plaats van "uit een dubbele lijst".

Deze laatste twee opmerkingen gelden ook voor artikel 24.

Ingevoegd artikel 19.

Voor deze bepaling wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 19.-

De leden van het directiecomité oefenen hun bevoegdheid in college uit.

.../...

Het directiecomité kan :

a) de beheersopdrachten onder zijn leden verdelen;

b) bepaalde bevoegdheden aan een van zijn leden of aan ambtenaren of agenten opdragen;

c) toestaan dat sommige van de aldus opgedragen bevoegdheden worden overgedragen.

Die verdeling, die bevoegdheidsopdrachten of -overdrachten doen geen afbreuk aan de collegiale verantwoordelijkheid van het directiecomité".

Ingevoegd artikel 21.

In het eerste lid kan het hoedanigheidswoord "effectieve" meer verwarring stichten dan het nut oplevert. Voorgesteld wordt het te schrappen.

Ingevoegd artikel 22.

In de Franse tekst van het eerste lid vervange men het aanwijzend voornaamwoord "celui-ci" door de woorden "le comité".

Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid.

Ingevoegd artikel 26.

Het eerste lid bepaalt dat de raden van beheer en de directiecomités het personeel, de gebouwen, de inrichting

.../...

en in het algemeen de gemeenschappelijke infrastructuur gezamenlijk "kunnen" beheren; dit lijkt erop te wijzen dat zich ook het geval kan voordoen dat er geen minimum aan gemeenschappelijke bestanddelen is die noodzakelijkerwijs gezamenlijk moeten worden beheerd. Uit het verslag aan de Koning blijkt niet dat met die mogelijkheid moet worden gerekend.

Derhalve wordt voorgesteld de tekst nader te doen aansluiten bij het verslag aan de Koning als volgt :

"... beheren gezamenlijk, in de door hen te bepalen mate, het personeel, de gebouwen, de inrichting en, in het algemeen, de gemeenschappelijke infrastructuur".

Het derde lid redigere men als volgt :

"Artikel 15, eerste, tweede en vierde lid, en de artikelen 16, 19, 21 en 22 zijn van toepassing op het gemeenschappelijk beheer".

Ingevoegd artikel 27.

In het tweede lid zou de wet van 9 juli 1975, die hier voor het eerst wordt aangehaald, met haar opschrift moeten worden vermeld.

Het lid zou dus als volgt moeten eindigen :

"... in artikel 38, derde, vijfde en zesde lid, en in de artikelen 39 en 40 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen".

.../...

In het derde lid kan juister worden gelezen :

"Buiten de opdrachten waarvan sprake is in de bepalingen bedoeld in het eerste en het tweede lid, brengen de revisoren ...".

In het vierde lid moet het bijwoord "respectievelijk" als overbodig vervallen.

Ingevoegd artikel 28.

De woorden "met de belangen van de Staat" zijn niet gebruikelijk. Teksten waarin een zodanige bevoegdheid wordt georganiseerd werken met het begrip algemeen belang, zoals trouwens ook het verslag aan de Koning doet waar het er terecht op wijst dat dit begrip zowel de "regionale" als de "nationale" aspecten van de kredietpolitiek dekt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 29.

In het tweede lid moet worden gelezen "op voorstel van de Minister van Financiën".

Ingevoegd artikel 29.

Wil de tekst volledig zijn, dan behoort hij te preciseren : "De Regeringscommissaris is gerechtigd kennis te nemen van alle beslissingen van de algemene raad, van de raden van beheer ...".

.../...

De termijnen bepaald in het derde en het vierde lid zijn, de ene "vier volle dagen", de andere "acht dagen".

Een termijn van "vier volle dagen" komt overeen met een gewone termijn van vijf dagen, maar als de vervaldag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag niet verplaatst op de eerstvolgende werkdag.

De in het vierde lid bepaalde termijn van "acht dagen" daarentegen wordt berekend overeenkomstig de artikelen 52 en 53 van het Gerechtelijk Wetboek.

In eenzelfde artikel de termijnen op twee verschillende wijzen berekenen, is een nadelige complicatie en kan verwarring doen ontstaan.

Ingevoegd artikel 30.

Het is niet juist in het derde lid te schrijven dat "de lasten die uit onderhavig artikel voortvloeien, worden aangerekend op het beheer waarop ze betrekking hebben of onderling omgeslagen, naar gelang van het geval".

Het verdient aanbeveling te lezen :

"De uit de toepassing van dit artikel voortvloeiende lasten worden, al naar het geval, gedragen door de kassen waarop zij betrekking hebben, of over die kassen omgeslagen".

.../...

Artikel 2 van het ontwerp.

Het in de wet van 16 maart 1865 behouden artikel 31bis, kan zonder bezwaar het nummer 32 krijgen, daar het ontwerp-koninklijk besluit 38 artikelen van die wet door 36 nieuwe artikelen vervangt. Er blijven dus twee artikelen open.

Artikel 3 van het ontwerp.

Hoofdstuk II van de wet van 16 maart 1865 heeft al bij al niet zoveel wijzigingen ondergaan; het is dan verkieslijk die wijzigingen te vermelden.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk II van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1900, de wet van 29 juli 1923, de besluitwet van 30 januari 1947, de wet van 30 april 1958, het koninklijk besluit nr 20 van 23 mei 1967, de wet van 9 juni 1972, de wet van 30 juni 1972 en de wet van 14 juli 1976, wordt door de volgende bepalingen vervangen".

Ingevoegd artikel 33.

Het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935, dat hier voor het eerst wordt aangehaald, zou met zijn opschrift moeten worden vermeld :

"(koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935) op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten".

.../...

In het tweede lid vervange men de woorden "die verwante financiële activiteiten voeren" door "die soortgelijke financiële activiteiten uitoefenen".

Artikel 7 van het ontwerp.

In het eerste lid moet worden gelezen : "Dit besluit treedt in ...".

In het tweede lid moet worden gelezen :

"Artikel 6, derde lid, en de artikelen 35 en 67, in de wet van 16 maart 1865 ingevoegd onderscheidenlijk door de artikelen 1, 3 en 5 van dit besluit, treden in werking op 1 januari 1982".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.